

Avec quinze ans de retard sur la Bretagne, l'Alsace veut contrer la disparition de sa langue régionale



[Le logo d'Opla, le nouvel office public de la langue régionale d'Alsace.](#) • © Rodolphe Augier / France Télévisions

France 3 – Grand Est - Écrit par [Nicolas Skopinski](#) - 21/11/2025

Longtemps masquée par un nombre de locuteurs très élevé chez les personnes plus âgées, la baisse de la pratique de l'alsacien inquiète les collectivités locales. Une nouvelle structure, plus forte juridiquement, a été lancée jeudi 20 novembre pour contrer la menace d'une extinction progressive.

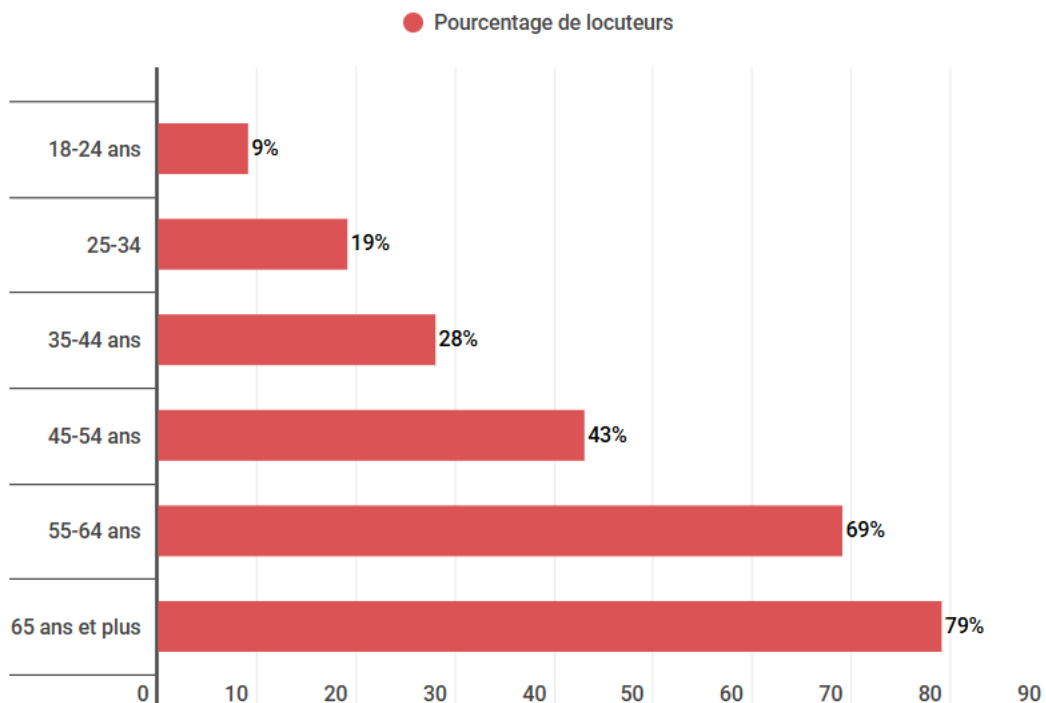
Il faut l'appeler "Opla", pour Office public de la langue régionale alsacienne. Cette nouvelle institution, inaugurée jeudi 20 novembre, vise à défendre la langue régionale en Alsace. De prime abord, il serait tentant d'y voir un nouveau "comité Théodule", pour citer le général de Gaulle.

Car, vu de loin "'s gitt guet" ("tout va bien") pour l'alsacien. En 2022, une étude sociolinguistique sur ce dialecte, réalisée par la Collectivité européenne d'Alsace, avait conclu que 79 % des habitants déclarent savoir le parler chez les 65 ans et plus. Une statistique qui se lisse chez les 55 ans et plus, mais qui culmine malgré tout à près de 70 %. De quoi faire rougir les autres langues régionales de France. En Bretagne, seuls 8,5 % des 60-69 ans s'estiment bons ou très bon locuteurs.

Désintérêt chez les jeunes

Pourtant, derrière ce constat de base, la dynamique n'est pas bonne pour l'Elsässisch. S'il est très vivace chez les plus anciens, seuls 9 % des 18-24 ans déclarent savoir le parler. Des statistiques en baisse continue qui amènent à une conclusion : la langue régionale ne se transmet plus, synonyme de menace d'extinction.

Part de locuteurs alsaciens selon les classes d'âges



Source : étude sociolinguistique sur l'alsacien et l'allemand réalisée par la Collectivité Européenne d'Alsace en 2022, parmi les habitants d'Alsace

La Bretagne l'a bien compris, il y a longtemps, et a entrepris des mesures qui portent leurs fruits : la moyenne d'âge des locuteurs, en 2024, était de 58,5 ans, contre près de 70 ans en 2018, prouvant un certain rajeunissement. Surtout, 19 % des locuteurs en 2024 avaient moins de 40 ans, contre 5 % en 2018.

De quoi intéresser les promoteurs des autres langues régionales. Le miracle breton ne tient pas à un changement de recette des galettes et du cidre. Depuis 2010, l'ensemble des mesures sont coordonnées et pilotées par une structure unique, adoptée également au Pays basque : un office public de la langue régionale. L'Alsace était la dernière région dotée d'une langue régionale à ne pas en disposer. Ces offices ont le statut d'établissement public de coopération culturelle. De quoi regarder l'État droit dans les yeux et vite mettre en branle un plan de sauvegarde de la langue.

Inaugurée en grande pompe par la CeA, qui investit annuellement quatre millions d'euros dans le bilinguisme, l'Opla a tout du plan de la dernière chance. *"Ce n'est pas trop tard, tonne le président Frédéric Bierry. Les gens veulent que l'alsacien se déploie sur le territoire. On sait que c'est compliqué, mais ce n'est pas parce que c'est compliqué qu'il ne faut pas le tenter."*

Le spectre des "incessantes querelles"

La mission de l'office sera de fédérer tous les acteurs qui travaillent en direction du bilinguisme alsacien sous un même toit. Promotion de la langue, traduction mais aussi formation et réalisation d'une politique linguistique.

Une tâche herculéenne : *"il faut ouvrir des crèches, des écoles immersives, développer le bilinguisme, en ouvrant le théâtre aux enfants, former les professionnels de la petite enfance*, liste Victor Vogt, jusque-là président de l'Office pour la Langue et les Cultures d'Alsace (Olca), simple association désormais absorbée par l'Opla. *Il faut pouvoir travailler dans les crèches et le périscolaire"*. Des objectifs qui vont nécessiter de soutenir le monde de la culture qui vit et travaille en alsacien.

Si, derrière les sourires de façade, l'optimisme se voulait de mise, l'Opla va encore devoir emporter l'adhésion de tous. Dans un communiqué de novembre 2023, la Fédération Alsace bilingue avait déjà prévenu que ce nouvel organe devait *"permettre d'éviter d'incessantes querelles"*. Une concorde qui n'est pas encore de mise entre la CeA et la Région Grand Est.

Sur fond de tensions politiques, exacerbées lors de la campagne des législatives, le torchon avait brûlé entre les deux acteurs locaux. Cinq élus de la Région Grand Est avaient claqué la porte de l'Olca, dénonçant une politisation de l'organe. Une décision perçue comme une trahison par la CeA et *"un marqueur supplémentaire du désintérêt du président de la Région vis-à-vis des particularités alsaciennes"*.

Ces luttes intestines ont fait prendre du retard dans l'élaboration de l'Opla, ce nouvel organe censé revigorer la langue régionale. *"La région devait être dans l'outil, mais elle a décidé de venir plus tard et ne pas être à la fondation*, tacle dans un sourire crispé Frédéric Bierry. *On a perdu un peu de temps avec tout ça."* Il aura fallu, au total, quatre ans pour accoucher d'Opla, qui n'a toujours pas de président.

Un temps précieux, d'autant que la baisse de la pratique de l'alsacien dans la population commence à entraîner des conséquences concrètes, comme la difficulté à recruter des enseignants. Il va pourtant falloir agir vite : d'ici 2030, la CeA vise à augmenter de 30 % le nombre de locuteurs réguliers via le développement de l'apprentissage dans les écoles et la mise en place de formations pour adultes.

Un objectif ambitieux, et pourtant minimal à entendre la Fédération Alsace bilingue. *"Il constitue le niveau de bilinguisme collectif nécessaire pour que la langue régionale perdure et est la base nécessaire à un développement plus large dans le futur, des fondations en quelque sorte."* Rien n'est perdu : des fondations, même fragilisées, portent la cathédrale de Strasbourg depuis près de 1 000 ans.